

## TIZI-OUZOU

### Des militaires, du matériel public et un futur commissariat, cibles d'attentats

La nuit de lundi à mardi a été particulièrement mouvementée à Aïn Zaouia, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou. Selon des sources concordantes, dans la soirée de lundi, une dizaine de terroristes, portant des tenues militaires pour les uns et afghanes pour d'autres, ont fait irruption au centre de la localité pour poser des explosifs à l'intérieur du parc communal et dans une cité en construction.

Selon les mêmes sources, seulement l'un des deux engins a explosé, endommageant le parc roulant de l'APC. Deux camions-citernes ainsi qu'un véhicule de ramassage scolaire ont été détruits.

La troisième bombe, placée dans une construction appelée à servir de siège au commissariat de police de Aïn-Zaouia, a été désamorcée vers 3 heures 30 du matin par des artificiers des services de sécurité.

Ces actes des groupes terroristes sévissant en Kabylie succèdent à celui enregistré en fin de journée, lorsqu'au lieu-dit Agouni-Ouzegdoud, dans la commune d'Iflissen, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Tizi-Ouzou, des militaires en patrouille ont été visés par un engin explosif, selon une source locale.

La bombe a explosé alors que les premiers éléments de la patrouille étaient à une dizaine de mètres de l'endroit où elle était enfouie. Plusieurs soldats ont été blessés dont deux grièvement, ce qui a nécessité leur transfert en urgence vers l'hôpital de l'armée de Aïn-Naâdja.

A. M.

### Un garde forestier grièvement blessé par un engin explosif

Selon une source bien au fait de la question sécuritaire, hier, en milieu d'après-midi, au lieu dit Harouza, sur les hauteurs de Tizi-Ouzou-Ville, un garde forestier a été surpris par l'explosion d'une bombe lors de son passage.

Selon la même source, cet employé des services des forêts a été sérieusement blessé et risque d'être amputé d'une jambe.

Pour rappel, ces deux derniers mois, deux autres citoyens, à Mekla et à Aïn Hammam, ont connu le même genre de mésaventure.

A. M.

## BLIDA

### Deux terroristes abattus à Bougara

Deux terroristes ont été abattus, dans la nuit de dimanche à lundi, par les forces de sécurité, lors d'un ratissage sur les hauteurs de la localité de Bougara, à 20 km à l'est de Blida.

Deux kalachnikovs ont été récupérées au terme de cette opération, selon une source bien informée qui précise que l'identité des deux terroristes n'a pas encore été déterminée, ni même la faction à laquelle ils appartenaient.

Il semble, toutefois, que les deux terroristes se trouvaient seuls dans cette zone au moment du ratissage.

H. M.

## LA CHAMBRE D'ACCUSATION STATUE SUR L'AFFAIRE ALGÉRIE TÉLÉCOM

# L'ex-P-dg et le DFC maintenus en prison

*La chambre d'accusation près la cour de Sétif, réunie hier mardi, a rejeté la demande de liberté provisoire introduite par la défense de l'ex-P-dg et de l'ex-DFC d'Algérie Télécom.*

De même qu'elle a rejeté l'appel du parquet qui avait requis la mise sous mandat de dépôt de toutes les personnes impliquées dans cette affaire.

Notons que lors de leur présentation devant le juge d'instruction du tribunal de Sétif la semaine dernière, seuls l'ex-P-dg et l'ex-DFC seront placés en détention provisoire alors que les autres personnes ont soit été placées sous contrôle judiciaire soit bénéficié d'un non-lieu.

La chambre d'accusation n'a pour le moment

pris aucune décision quant au transfert du dossier de cette affaire vers une autre juridiction. «La chambre d'accusation, réunie hier, n'a à aucun moment abordé le sujet du transfert de cette affaire vers une autre juridiction.

L'ordre du jour était d'étudier les demandes de la défense et du parquet du maintien en détention provisoire des personnes accusées et de la mise sous mandat de dépôt des autres personnes impliquées.

Le tribunal de Sétif ainsi que la cour sont



Photo: Samir Sid

tout à fait compétents pour instruire et juger cette affaire qui s'est déroulée sur le territoire de leur juridiction», dira un magistrat de la cour sous couvert de l'anony-

mat. Pour rappel, l'ex-P-dg d'Algérie Télécom, M. Slimane Kheireddine, et l'ex-DFC ont été placés en détention provisoire la semaine dernière par le juge d'instruction

du tribunal de Sétif, après que l'opérateur historique des télécommunications eut fait les frais d'une escroquerie d'un montant de 20 milliards de centimes de la part de la société Sofafe, implantée à Sétif et spécialisée dans la fabrication de câbles et de fibres optiques et dont *Le Soir d'Algérie* a fait l'écho dans ses précédentes éditions. Notons que le juge d'instruction du tribunal de Sétif est déterminé à instruire cette affaire. Il a décidé de faire appel à un expert judiciaire afin d'établir avec exactitude le préjudice financier causé à Algérie Télécom dans cette scabreuse affaire.

Imed Sellami

## SOLUTION DE COMMUNICATION POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

# Accord de partenariat entre Alcatel-Lucent et One Tech-It

*Le géant des technologies de télécommunications françaises Alcatel-Lucent vient de signer un accord de partenariat avec la société One Tech-It (OT-IT), distributeur international de télécommunications en Algérie, en Tunisie et en Libye, c'est ce qu'ont annoncé hier matin les représentants des deux entreprises.*

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - Ce partenariat sera axé sur la fourniture des solutions de communication pour les petites et moyennes entreprises.

One Tech aura ainsi la tâche de distribuer la solution «office communication solution» d'Alcatel-Lucent, apte à répondre aux besoins des intégrateurs locaux, a expliqué Laurent Thévenon, directeur des activités entreprise d'Alcatel-Lucent pour la région Méditerranée, Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale. Un programme de travail a été

établi pour la réussite de ce partenariat. «Ce programme consiste à recruter, former, certifier, supporter et fournir des solutions de communication innovantes aux intégrateurs locaux afin d'assurer la promotion, la vente et le support des solutions d'Alcatel-Lucent et pouvoir ainsi mieux servir le marché des PME en pleine expansion en Algérie», a encore indiqué l'orateur lors d'un point de presse tenu à l'hôtel Sheraton d'Alger.

«Notre association avec Alcatel-Lucent nous permet

d'étendre nos activités au Maghreb, en particulier dans le marché algérien en forte croissance», a déclaré pour sa part Lamia Fourati-Ben Jaâfar, directrice générale d'OT-IT. «Le soutien de nos partenaires directs et indirects est très important pour nous. Etant leader du marché, nous nous efforçons d'accompagner nos clients vers un modèle d'entreprise dynamique où l'interconnexion des réseaux, des employés, des processus et des connaissances améliore de façon extraordinaire sa performance», a ajouté Laurent Thévenon.

Ce partenariat vient ainsi soutenir et supporter un tissu existant d'une vingtaine de distribu-

teurs, ont indiqué les représentants des deux sociétés qui comptent augmenter leur chiffre d'affaires mais surtout satisfaire la demande des PME/PMI algériennes qui sont à la recherche de meilleures solutions de communication et une sécurité informatique de leurs réseaux des plus efficaces.

A noter que One Tech-IT n'a pas l'exclusivité du marché algérien sur les produits proposés par Alcatel-Lucent. «D'autres partenariats peuvent être engagés si le marché algérien vient à exploser en matière de demandes des équipements de communication et sécurité informatique», ont conclu les dirigeants d'Alcatel-Lucent.

L. M.

## AFFAIRE SNAPAP

# Bouteflika et Zerhouni «violemment» interpellés

*L'affaire du Snapap (Syndicat autonome des personnels de l'administration publique) fait réagir les organisations internationales. C'est le cas de «l'Internationale des services publics», une fédération syndicale mondiale à laquelle sont affiliés plus de 600 syndicats, dont le Snapap venant de plus de 150 pays, qui interpelle Bouteflika à travers une lettre datée du 2 février et signée par son secrétaire général.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Ladite affaire consiste en un «soutien à la candidature de Bouteflika» prononcé, au nom du Snapap par un certain Belkacem Felfoul, via l'ENTV et un quotidien national, mais que conteste vigoureusement le secrétaire général du Snapap, Rachid Malaoui.

Peter Waldorff écrira donc ceci à Bouteflika : «Nous vous écrivons une fois de plus au sujet des violations des droits syndicaux de notre affilié le Snapap.»

Le patron de l'ISP cite alors le cas «d'un télégramme envoyé par le ministre de l'Intérieur au recteur de l'université de Béjaïa où il a présenté Felfoul Belkacem (ancien député et retraité) en tant

que secrétaire général légitime du Snapap». L'auteur de la lettre — dont une copie est adressée au Ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni — conclut dès lors que «cette prise de position contredit toute la supposée neutralité du gouvernement algérien et présente une ingérence grave du gouvernement algérien dans l'exercice de la liberté syndicale, en contravention avec la convention 87 du BIT, ratifiée par l'Algérie en 1962.

«Il est à noter, poursuit Peter Waldorff, que ledit secrétaire général (Felfoul, nldr) avait lancé, à travers la télévision, un appel disant appuyer la candidature de l'actuel président de la République pour un troisième

mandat, sachant que l'élection présidentielle devrait se tenir au courant du mois d'avril 2009 ; appel qui entrave le respect des opinions publiques des membres d'une organisation syndicale».

Ce n'est pas tout ! «En 2008 et déjà en ce début 2009, l'ISP vous a écrit à maintes reprises au sujet de nombreuses arrestations de dirigeants syndicalistes, d'atteintes à l'intégrité physique de syndicalistes et de non-respect des droits syndicaux».

Ceci étant, l'interlocuteur de Bouteflika ajoutera que «l'ISP demande au gouvernement algérien une réelle neutralité vis-à-vis des syndicats autonomes et

exige du gouvernement algérien de prendre les mesures et les actions nécessaires afin de garantir leur sécurité et leur liberté à exercer leurs droits syndicaux».

Cette lettre, particulièrement virulente, est conclue par cette autre interpellation : «Encore une fois, nous appelons le gouvernement algérien à prendre les mesures nécessaires au bon respect des droits fondamentaux au travail, y compris les droits syndicaux.»

Le moins que l'on puisse dire est que le ton de cette interpellation est fort peu diplomatique...

K. A.

## Rectificatif

Dans notre édition n°5536 du mardi 3 février 2009, dans l'article intitulé «les villageois d'Ath-Laâziz ferment le siège de l'APC», paru en page 8, une malencontreuse erreur a été faite de notre part. Il s'agissait en fait du village Laghoual et non pas Iboulassen. Mille excuses aux citoyens d'Iboulassen pour les désagréments que cette méprise aurait pu causer.

Y. Y.